

M.I.S
TREND

PME romandes & libre-circulation

*Enquête réalisée pour
l'Union suisse des arts et métiers (usam) à Berne*

Juin 2012

	<u>Pages</u>
1. Descriptif de la recherche	3 - 15
2. Effets de la libre circulation	16 - 28
3. Mesures d'accompagnement	29 - 33
4. Frontaliers	34 - 39
5. Prises de position politiques	40 - 44
6. Synthèse finale	45 - 47

1. Descriptif de la recherche

1.1. Contexte & objectifs de l'étude

- Organisation faîtière des PME suisses, l'usam, Union suisse des arts et métiers, s'engage pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.
- Le travail politique de l'usam s'articule essentiellement autour des domaines suivants : politique en matière de formation professionnelle, politique énergétique et environnementale, politique financière et fiscale, mobilité et développement territorial, politique sociale, politique du marché du travail, politique économique et politique de branche.
- Pour réunir ses membres et discuter de thèmes d'actualité, l'usam organise chaque année les Journées romandes des arts et métiers. Cette rencontre a lieu les 25 et 26 juin 2012 à Champéry et a comme thème principal « PME et migrations ».
- Dans ce contexte, l'usam a souhaité organiser une enquête auprès de PME romandes, dont les résultats sont présentés lors de cette manifestation.
- En novembre 2011, l'usam avait par ailleurs mandaté l'institut gfs.bern pour réaliser une étude de nature similaire auprès des PME alémaniques (de 10 à 249 employés).

1.1. Contexte & objectifs de l'étude (suite)

- Les résultats éclairent les principaux thèmes suivants :
 - ressortissants de l'UE et frontaliers employés par les PME romandes
 - effets des accords sur la libre circulation des personnes sur les PME romandes
 - effets collatéraux négatifs éventuels (marché du logement, mobilité)
 - entraves éventuelles à la libre circulation rencontrées par les PME romandes
 - opinions sur les mesures d'accompagnement
 - opinions sur la question des frontaliers
 - position sur l'initiative populaire «contre l'immigration massive»
 - élargissement de la libre circulation des personnes à la Croatie (votation en 2014)

1.2. Univers consulté

- L'univers consulté est celui des PME romandes de 5 à 249 salariés.
- Nous avons consulté un échantillon disproportionnel par taille d'entreprise pour obtenir un échantillon suffisant de moyennes entreprises et permettre ainsi de les observer de manière fiable.
- Les résultats finaux totaux ont ensuite été pondérés afin de donner leur poids réel aux petites et moyennes entreprises, selon les données du Recensement des entreprises de l'OFS (données actualisées - août 2011).
- La structure de l'échantillon de 515 entreprises a été la suivante :
 - 192 micro-entreprises (5 à 9 salariés) / pondération 87.1%
 - 214 petites entreprises (10 à 49 salariés) / pondération 10.9%
 - 109 moyennes entreprises (50 à 249 salariés) / pondération 2.0%
- La marge d'erreur sur l'échantillon total s'élève à $\pm 4.5\%$.
- La prise d'information s'est déroulée entre le 21 et le 25 mai 2012.

1.3 Structure de l'échantillon

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

Nombre employés

5 - 9 employés

10 - 49 employés

50 à 249 employés

Fonction du répondant

Propriétaire

Directeur

Cadre supérieur - resp. RH

Canton

Genève

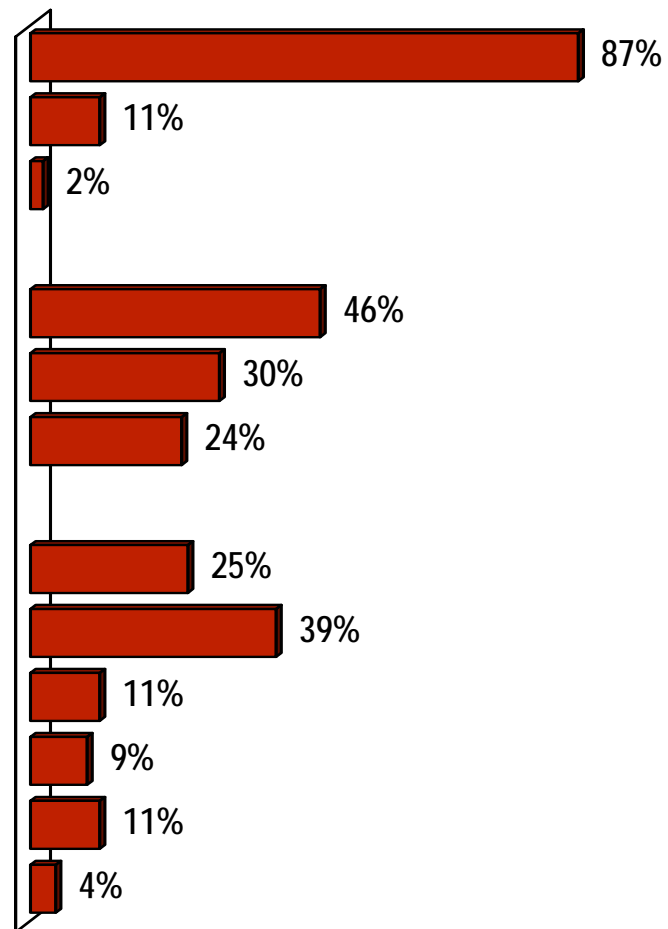
Vaud

Neuchâtel

Fribourg

Valais

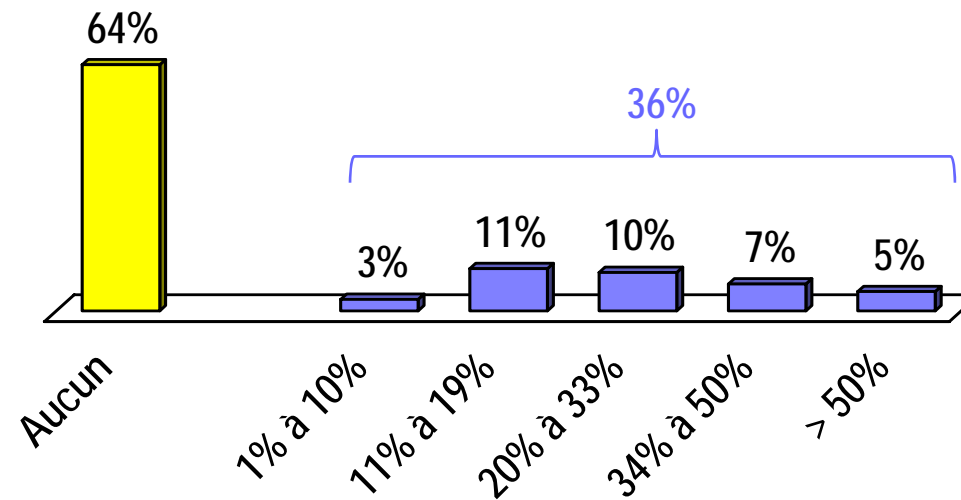
Jura



1.4 Proportion de ressortissants UE

« Combien de vos employés sont des ressortissants de l'Union européenne, c.à.d. des personnes originaires de l'UE établies en Suisse pour raisons professionnelles ayant un permis de travail L (validité 12 mois) ou B (validité de 5 ans) ? »

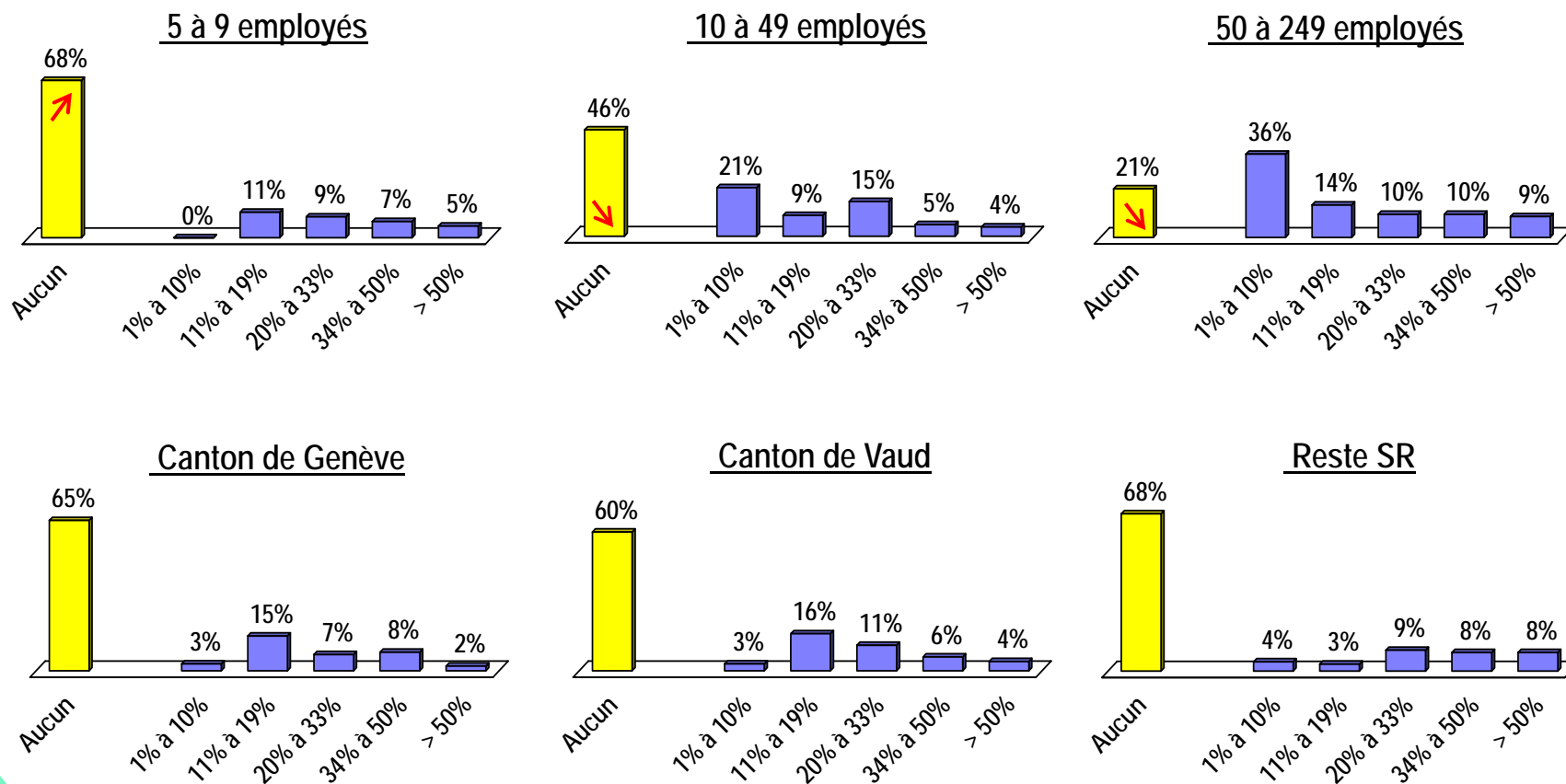
(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



1.4 Proportion de ressortissants UE

« Combien de vos employés sont des ressortissants de l'Union européenne, c.à.d. des personnes originaires de l'UE établies en Suisse pour raisons professionnelles ayant un permis de travail L (validité 12 mois) ou B (validité de 5 ans) ? »

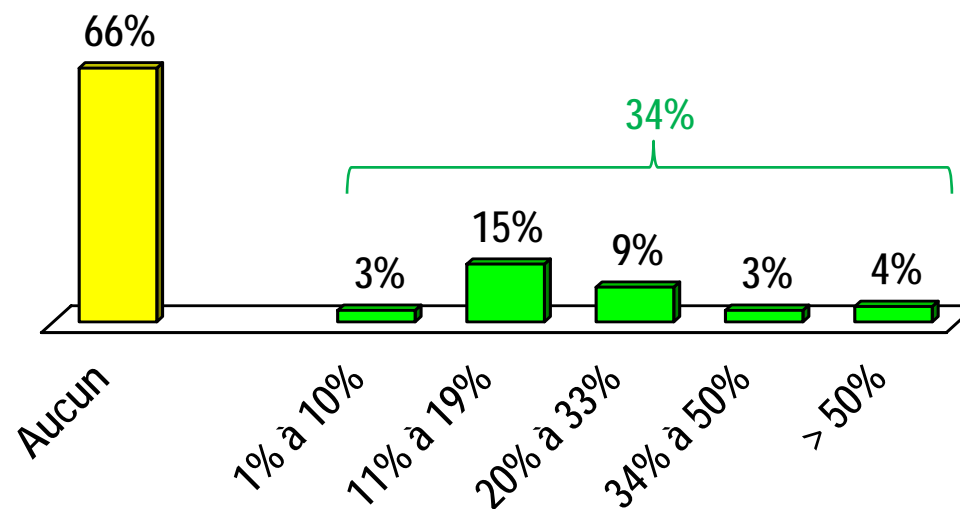
(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



1.5 Proportion de frontaliers

« Combien de vos employés sont des frontaliers, c.à.d. des personnes originaires de l'UE qui travaillent en Suisse mais résident dans leur pays, ayant un permis de travail G ? »

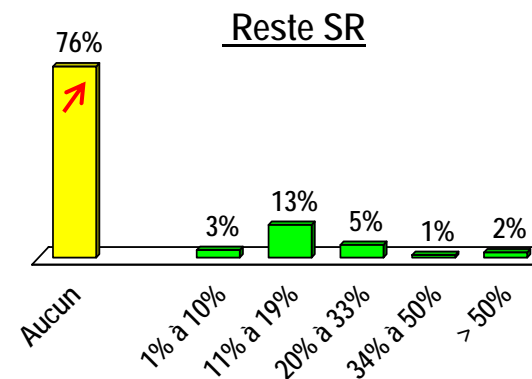
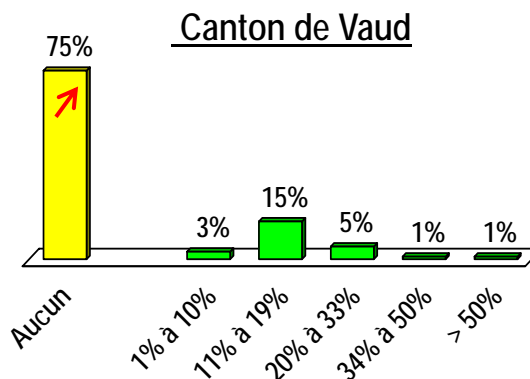
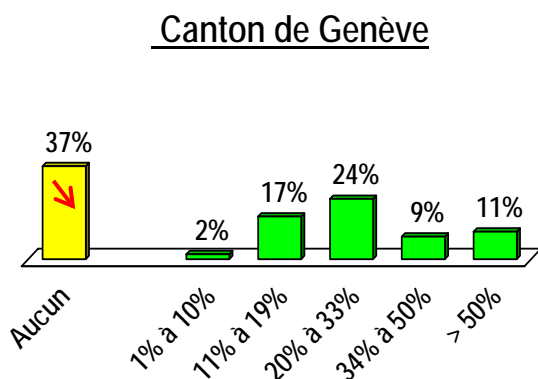
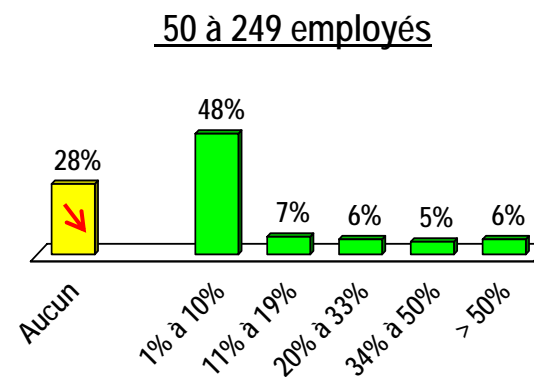
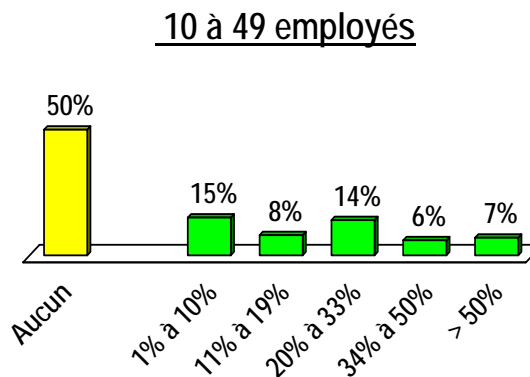
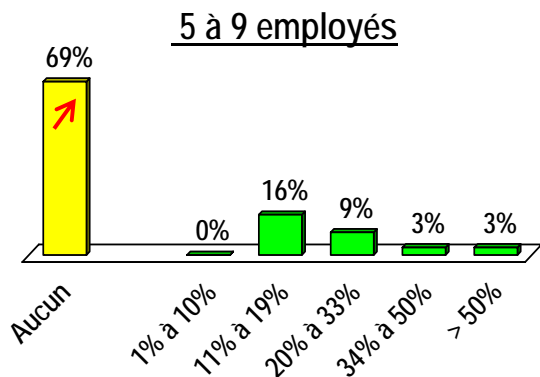
(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



1.5 Proportion de frontaliers

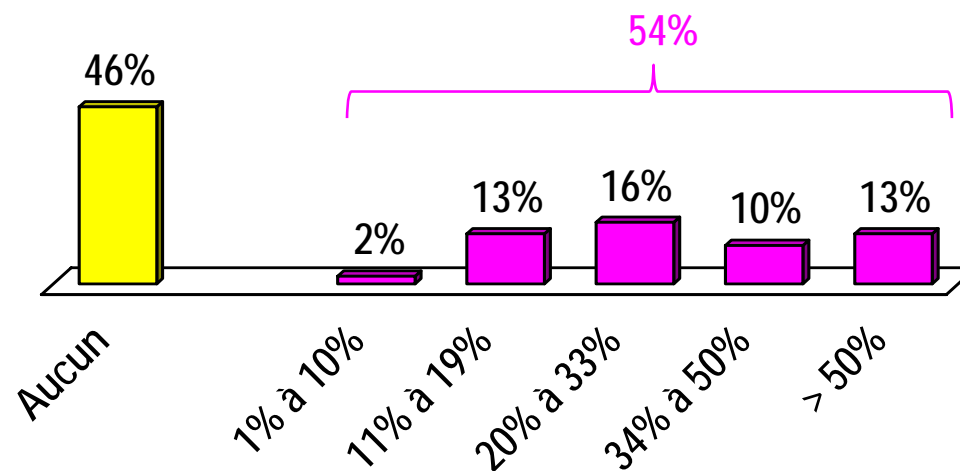
« Combien de vos employés sont des frontaliers, c.à.d. des personnes originaires de l'UE qui travaillent en Suisse mais résident dans leur pays, ayant un permis de travail G ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



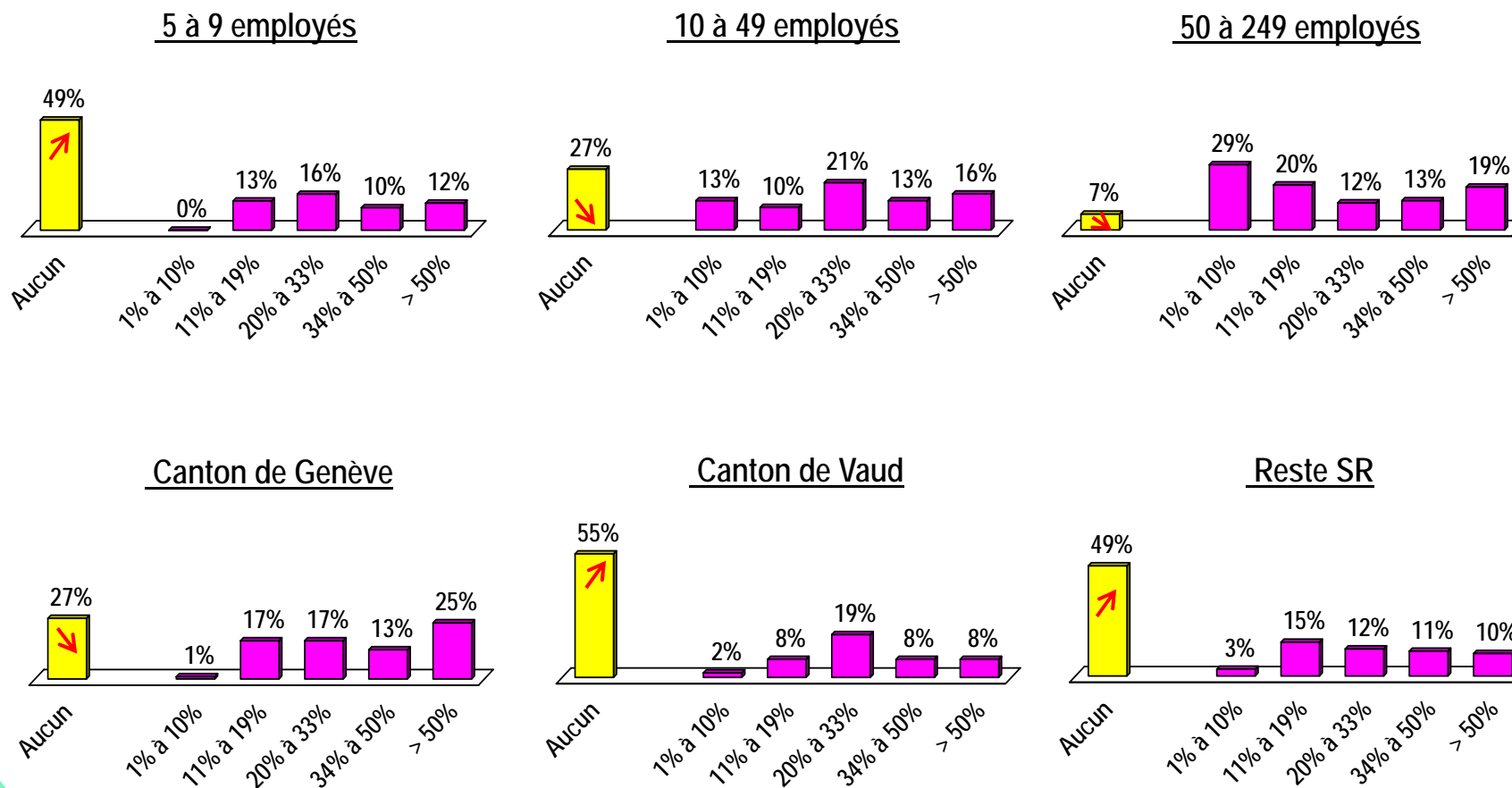
1.6 Proportion de ressortissants UE + frontaliers

Cumul des ressortissants UE et des frontaliers dans l'entreprise
(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



1.6 Proportion de ressortissants UE + frontaliers

Cumul des ressortissants UE et des frontaliers dans l'entreprise
 (Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



Synthèse - Ressortissants de l'UE & frontaliers (1)

- 36% des PME romandes consultées emploient actuellement au moins un ressortissant de l'UE (permis L ou B).
- Cette proportion ne varie guère selon les cantons observés.
- Plus l'entreprise est grande par contre, plus elle compte dans ses rangs une telle main-d'œuvre. La proportion passe en effet du simple au double selon la taille des PME : 32% des micro-entreprises vs 54% des petites entreprises vs 79% des moyennes entreprises.
- La part de PME romandes qui emploient des frontaliers est toute proche puisqu'elle s'établit à 34%.
- Cette proportion varie significativement tant en fonction des cantons que de la taille des PME.
- Dans le canton de Genève, ce sont près des deux tiers des entreprises consultées qui se trouvent dans ce cas contre un quart des entreprises hors Genève.
- Le taux augmente là également avec la taille de l'entreprise : 31% des micro-entreprises vs 50% des petites entreprises vs 72% des moyennes entreprises.

Synthèse - Ressortissants de l'UE & frontaliers (2)

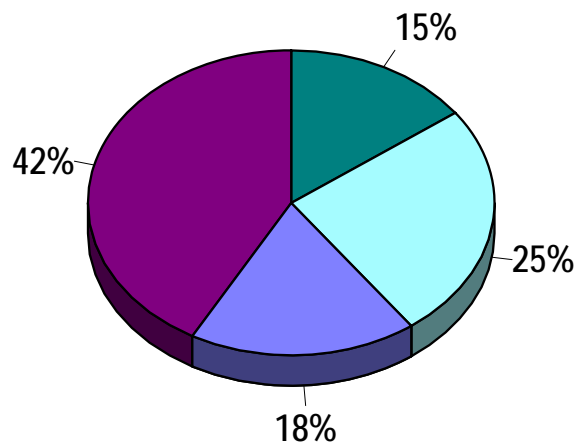
- Lorsque l'on croise les deux questions, à savoir les PME ayant des ressortissants de l'UE et les PME ayant des frontaliers, on constate qu'en définitive un peu plus d'une PME romande sur deux (54%) se trouve dans l'une ou l'autre des configurations, voire dans les deux.
- En corollaire des constats précédents, ce taux cumulé varie lui également significativement à la fois en fonction des cantons et de la taille des PME.
- C'est logiquement dans le canton de Genève et au sein des plus grandes PME que l'on recense le plus d'entreprises se trouvant dans ce cas de figure.
- Parmi les moyennes entreprises, on enregistre même un taux impressionnant de 93%.

2. Effets de la libre circulation

2.1 La main-d'œuvre des pays de l'UE

« A quel point votre entreprise est-elle tributaire de la main-d'œuvre provenant des pays de l'UE ? Diriez-vous ... ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

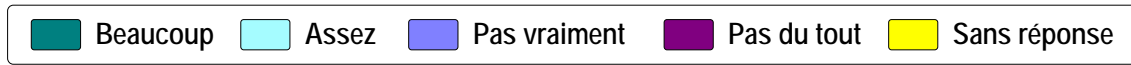
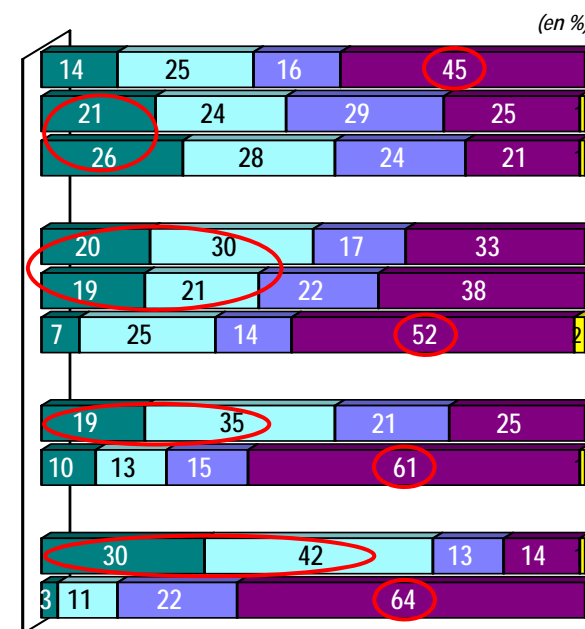


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

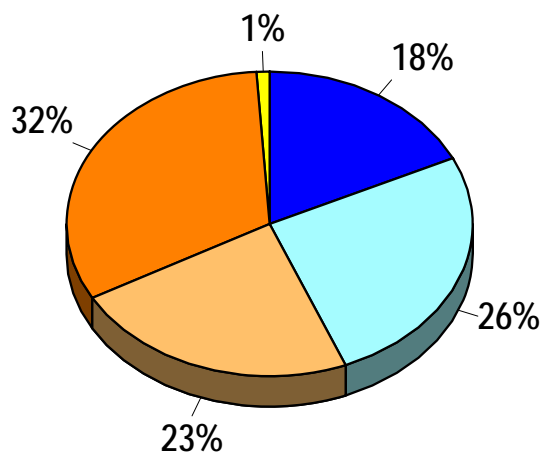
Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée



2.2 Incidence de la libre circulation des personnes

« D'une manière générale, votre entreprise est-elle concernée ou non par la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne - UE ? Diriez-vous ... ? »

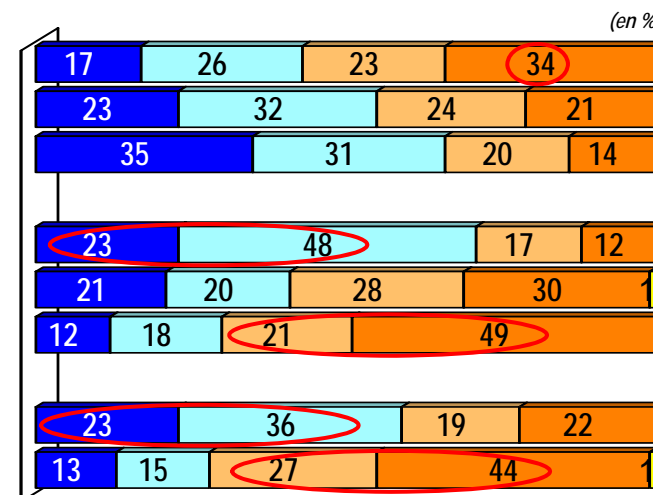
(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE



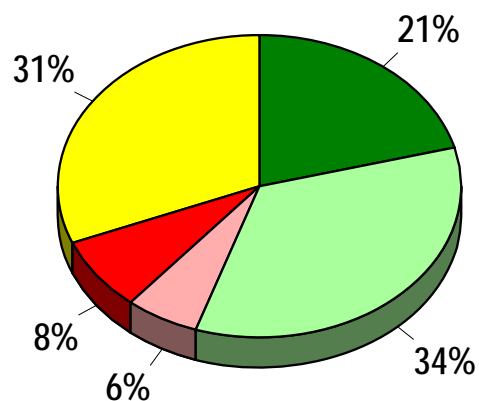
■ Très concernée
 ■ Plutôt concernée
 ■ Plutôt pas concernée
 ■ Pas concernée du tout
 ■ Sans réponse

2.3 Évaluation de l'incidence de la libre circulation ⁽¹⁾

« Dans vos activités, êtes-vous touché positivement ou négativement par la libre circulation des personnes ? »

Base totale

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

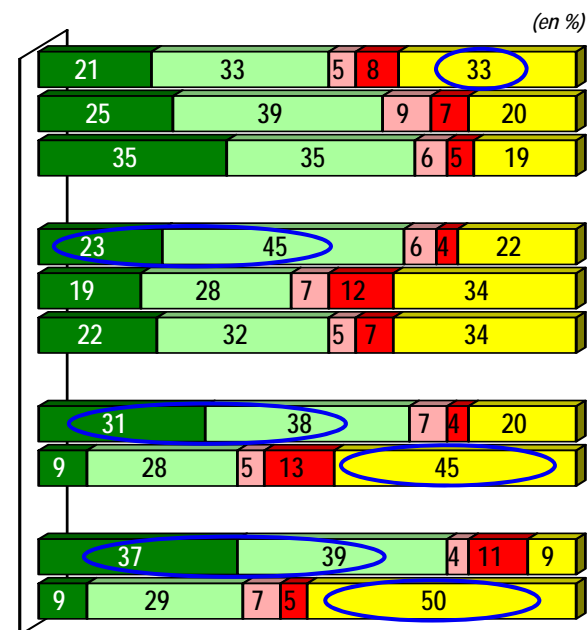


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée



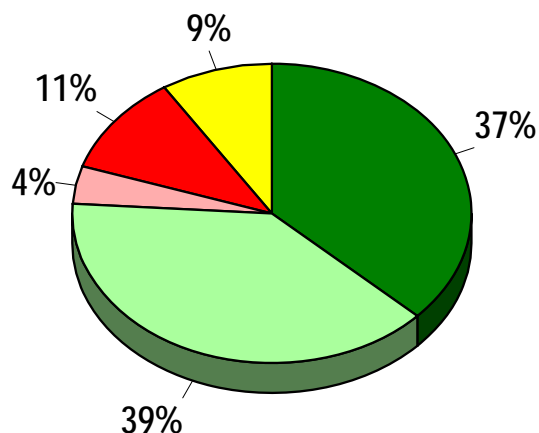
Positivement
 Plutôt positivement
 Plutôt négativement
 Négativement
 Sans réponse

2.3 Évaluation de l'incidence de la libre circulation (2)

« Dans vos activités, êtes-vous touché positivement ou négativement par la libre circulation des personnes ? »

Base : PME concernées par la libre circulation

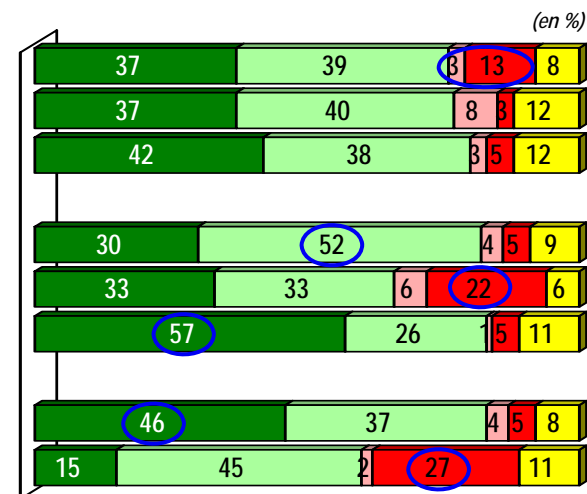
(Base : 229 PME romandes)



5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

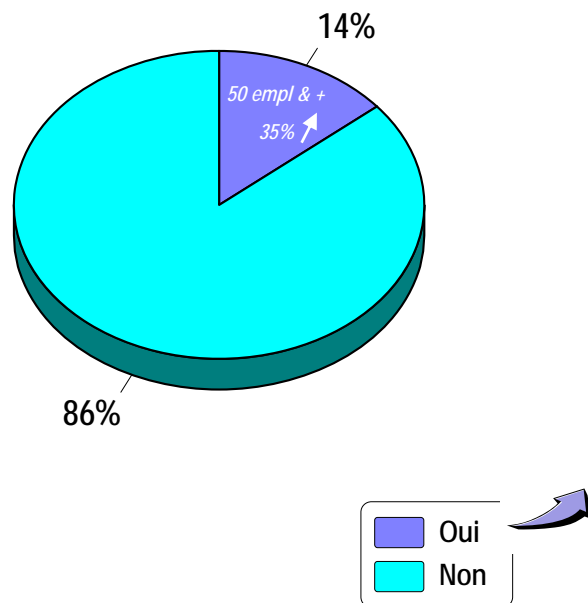


■ Positivement
 ■ Plutôt positivement
 ■ Plutôt négativement
 ■ Négativement
 ■ Sans réponse

2.4 Entraves à la libre circulation

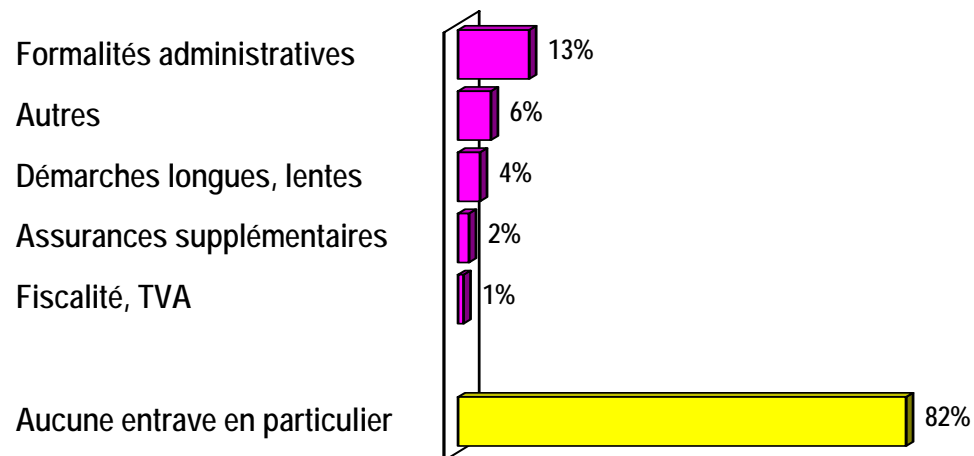
« Votre entreprise est-elle active dans l'un des États membres de l'UE ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



« Quelles sont les entraves à la libre circulation des personnes que vous rencontrez dans les États membres de l'UE ? »

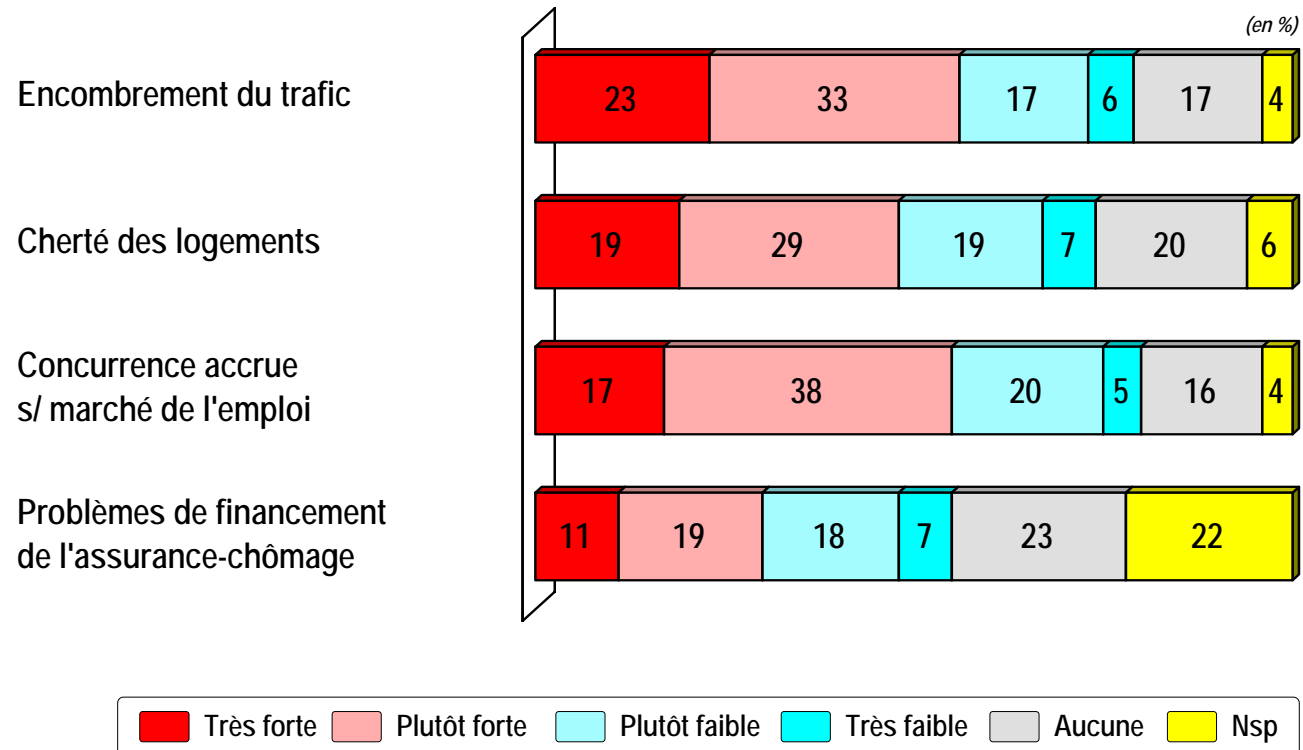
(Base : 73 PME romandes actives dans États membres UE)



2.5 Influence de la libre circulation

« La libre circulation fait débat en ce moment. Veuillez me dire si la libre circulation des personnes en provenance de l'UE exerce une influence très forte, plutôt forte, plutôt faible, très faible ou aucune influence sur... ? »

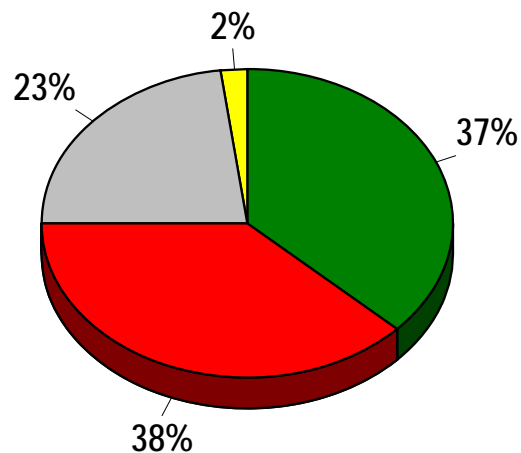
(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



2.6 Libre circulation : chance ou risque ?

« Pour l'avenir, voyez-vous dans la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE plutôt une chance ou plutôt un risque ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

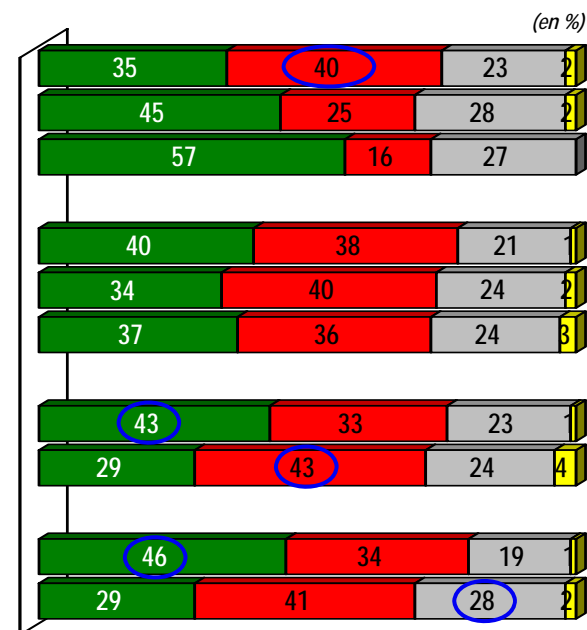


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée



Synthèse - Effets de la libre circulation ⁽¹⁾

- 4 PME romandes sur 10 se disent plus ou moins dépendantes de la main-d'œuvre provenant des pays de l'UE, dont 15% même fortement dépendantes.
- Cette dépendance augmente significativement en fonction de la taille de l'entreprise : en effet, si 14% des micro-entreprises se disent fortement tributaires de cette main-d'œuvre, cette proportion passe à 21% parmi les petites et à 26% parmi les moyennes entreprises.
- A l'inverse, 45% des micro-entreprises ne ressentent aucune dépendance contre la moitié moins des petites et moyennes entreprises (respectivement 25% et 21%).
- Les PME genevoises et vaudoises présentent des résultats proches avec une dépendance nettement plus marquée que dans le reste de la Romandie.
- Sans réelle surprise, ce sont les PME qui emploient actuellement des ressortissants de l'UE qui s'affirment aussi les plus dépendantes de cette main-d'œuvre.
- La corrélation peut également être établie entre les PME qui se sentent concernées par la libre circulation des personnes : en effet, plus les PME se sentent concernées par cette question, plus elle se disent tributaires de la main-d'œuvre des pays de l'UE, et vice versa.

Synthèse - Effets de la libre circulation ⁽²⁾

- 44% des PME romandes se sentent concernées par la question de la libre circulation des personnes.
- Toutefois, seules 18% des PME se disent particulièrement concernées alors qu'à l'inverse, elles sont deux fois plus nombreuses à ne pas du tout se sentir concernées (32%).
- Entre ces deux extrêmes, 26% se disent plutôt et 23% plutôt pas concernées par le thème.
- Cette préoccupation est elle également fortement liée à la localisation de l'entreprise, à sa taille et, logiquement, au fait d'employer ou non des ressortissants de l'UE et / ou des frontaliers.
- Plus l'entreprise est grande, plus elle emploie de la main-d'œuvre étrangère, plus elle est sensible à cette question.
- Ce sont à nouveau les PME genevoises qui se démarquent des autres par une sensibilité plus marquée.

Synthèse - Effets de la libre circulation ⁽³⁾

- Sur base de l'échantillon global, on constate que près d'un tiers des répondants n'ont pas été en mesure de s'exprimer au sujet de l'impact de la libre circulation sur leurs activités. Ce sont évidemment plus particulièrement les PME les moins concernées par ce thème et, en corrélation, celles qui n'occupent pas à l'heure actuelle de ressortissants de l'UE ni de frontaliers.
- Si l'on se base uniquement sur les PME qui ont préalablement affirmé se sentir concernées par la libre circulation des personnes, il s'avère que les incidences sont clairement positives : les trois quarts d'entre elles partagent cet avis, 37% étant même clairement convaincues de cela, hors Genève et Vaud plus particulièrement ainsi que parmi les PME qui emploient des ressortissants de l'UE et / ou des frontaliers.
- A l'inverse, seuls 15% des répondants sont d'avis contraire et affirment plus ou moins souffrir de cette libre circulation des personnes, un peu plus particulièrement les micro-entreprises, les PME vaudoises et celles qui n'occupent ni ressortissants de l'UE ni frontaliers.

Synthèse - Effets de la libre circulation ⁽⁴⁾

- 14% des PME romandes consultées sont actives dans un Etat membre de l'UE. Cette proportion est liée à la taille de l'entreprise puisqu'elle atteint 35% des moyennes entreprises.
- Parmi ces PME actives dans l'UE, rares sont celles qui y rencontrent des entraves à la libre circulation. En effet, plus de 8 répondants sur 10 affirment ne voir aucun problème en particulier. Le principal aspect déploré se cristallise autour des formalités administratives, qui semblent parfois lourdes et longues.
- Globalement, on attribue tout de même certains maux aux ressortissants de l'UE et à la libre circulation des personnes.
- On est en effet plutôt d'avis qu'ils ont une influence non négligeable à la fois sur l'encombrement du trafic, sur le renchérissement des logements et sur la concurrence accrue sur le marché de l'emploi.
- On est plus partagé sur leur influence sur les problèmes de financement de l'assurance-chômage, mais il faut souligner que ce point a suscité bon nombre de « non réponses », 22% des répondants ayant préféré ne pas répondre sur ce point manquant de recul et de connaissances suffisantes pour s'exprimer.

Synthèse - Effets de la libre circulation ⁽⁵⁾

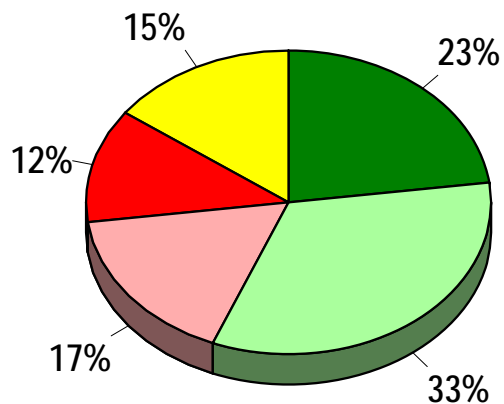
- Les opinions sont globalement proches quelle que soit la taille des PME et leur niveau de sensibilité ou non à la question de la libre circulation des personnes.
- On constate cependant que les répondants genevois ont des avis globalement plus marqués.
- La situation est plus partagée concernant le futur de la libre circulation : en effet, si 37% des répondants la considèrent comme une chance, 38% y voient au contraire un risque, 23% y voyant à la fois des avantages et des inconvénients.
- Parmi les plus pessimistes, on trouve davantage les micro-entreprises et les PME qui n'emploient ni ressortissants de l'UE, ni frontaliers.
- A l'inverse, plus l'entreprise est de taille importante, plus elle emploie de la main-d'œuvre étrangère, plus elle se sent concernée par la question de la libre circulation, plus elle est optimiste pour l'avenir.

3. Mesures d'accompagnement

3.1 Efficacité des mesures d'accompagnement

« *Considérez-vous que les mesures d'accompagnement constituent un outil efficace pour lutter contre la sous-enchère salariale?* »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

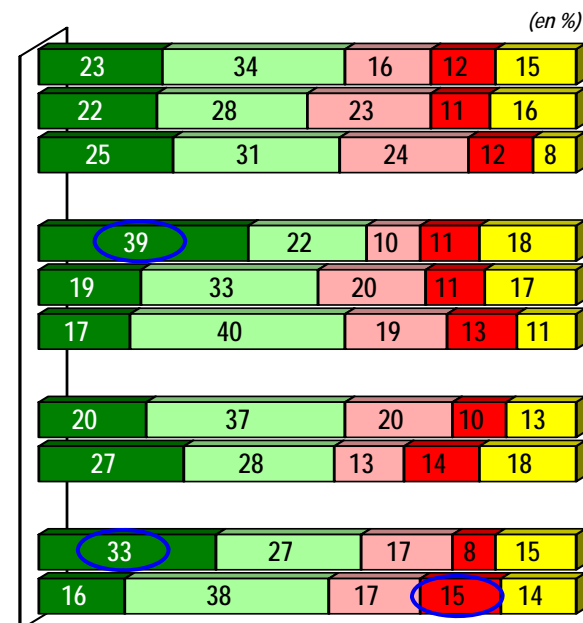


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée

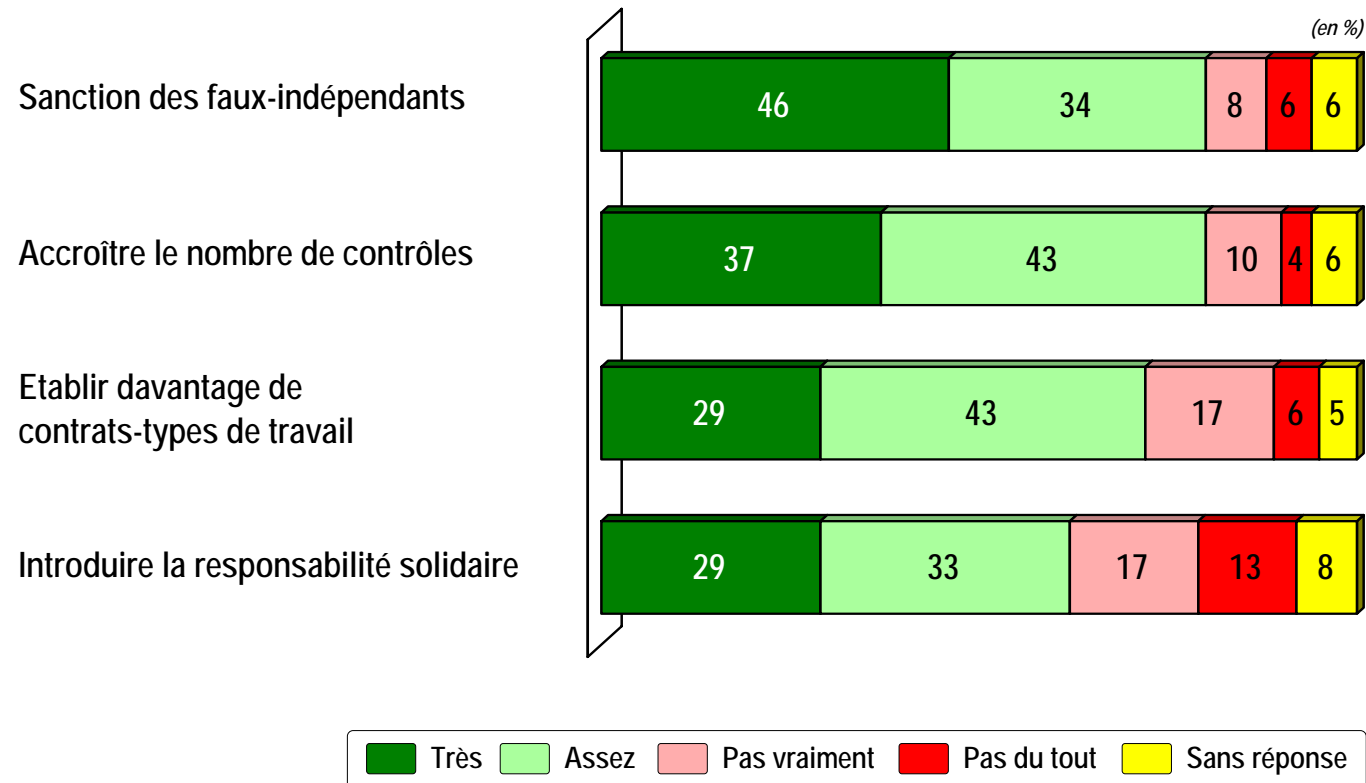


Tout à fait
 Assez
 Pas vraiment
 Pas du tout
 Sans réponse

3.2 Réactions à quelques propositions

« Dites-moi si vous trouvez chacune des propositions de mesures d'accompagnement suivantes très, assez, pas vraiment ou pas du tout pertinente ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)



Synthèse - Mesures d'accompagnement ⁽¹⁾

- Les mesures d'accompagnement sont favorablement évaluées puisque près de 6 répondants sur 10 estiment qu'elles constituent un outil efficace (23% même tout à fait efficace) pour lutter contre la sous-enchère salariale.
- Ils sont environ la moitié moins à penser le contraire (29%), les 15% restants n'ayant pas d'avis sur le thème.
- Les Genevois ainsi que les répondants les plus concernés par la libre circulation des personnes sont les plus convaincus sur la question.
- Nous avons passé en revue quatre mesures d'accompagnement potentielles afin de voir si elles étaient d'emblée considérées comme pertinentes ou non par les responsables des PME romandes.
- Force est de constater ici que toutes les propositions sont majoritairement retenues par les répondants, de manière plus ou moins marquée toutefois.
- La sanction des faux-indépendants convainc clairement puisque 46% des répondants considèrent cette mesure comme très pertinente, auxquels on peut ajouter 34% de réponses plus modérées (« assez pertinente »), pour atteindre ainsi 80% d'adhésion

Synthèse - Mesures d'accompagnement ⁽²⁾

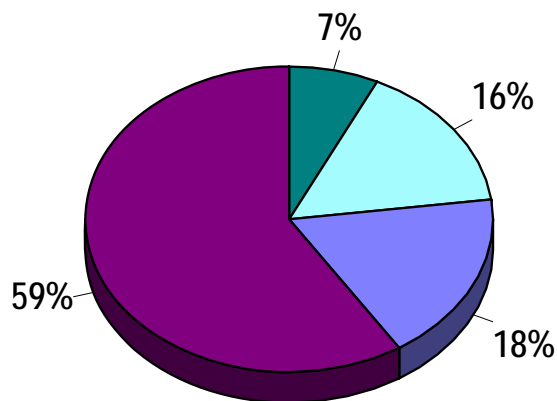
- La hausse du nombre de contrôles est également clairement retenue par 80% des répondants, les entièrement convaincus légèrement moindres (mais de manière peu significative).
- Les contrats-types sont considérés pertinents par près de trois quarts des répondants.
- La responsabilité solidaire est enfin la mesure qui se trouve en queue de peloton, mais il convient tout de même de relever qu'on est deux fois plus nombreux à y adhérer qu'à la rejeter (62% vs 30%).

4. Frontaliers

4.1 Les frontaliers

« A quel point votre entreprise est-elle tributaire des frontaliers ? Diriez-vous ... ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

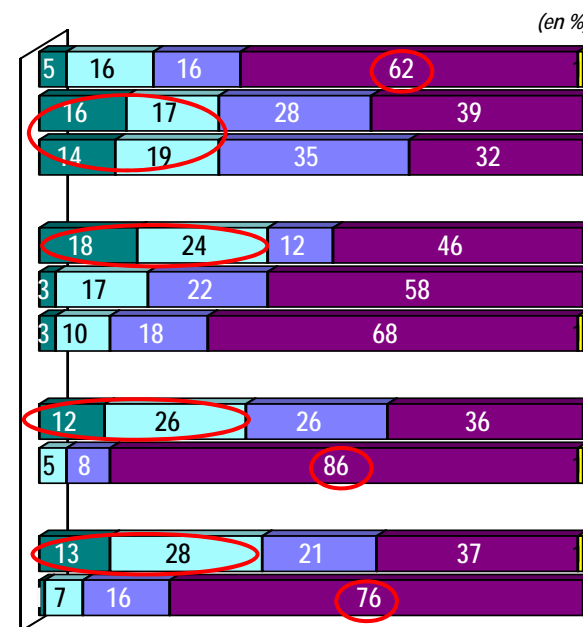


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée

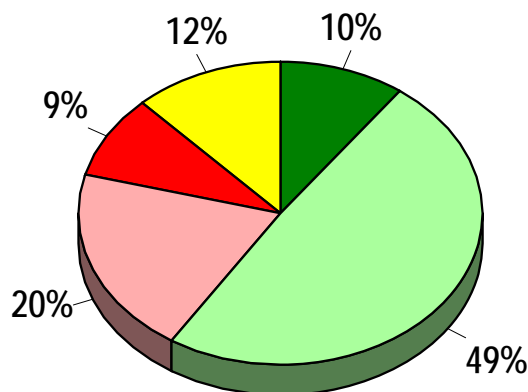


4.2 Évaluation de l'apport des frontaliers

« Comment appréciez-vous l'apport des frontaliers à l'économie de votre canton ?

Diriez-vous ... »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

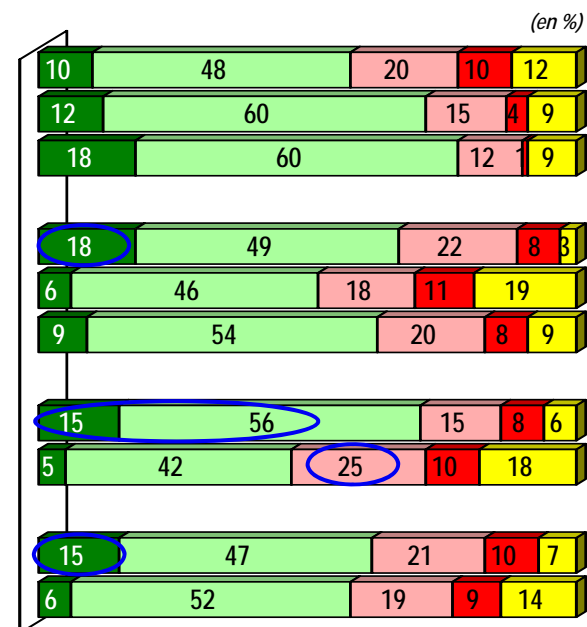


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée

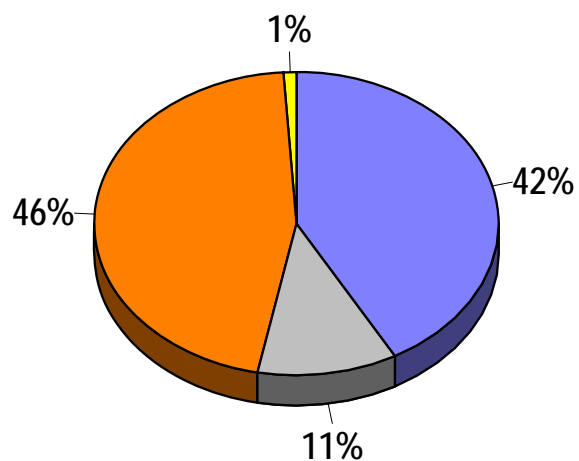


■ Très positif
 ■ Plutôt positif
 ■ Plutôt négatif
 ■ Très négatif
 ■ Sans réponse

4.3 Limitation de l'accès aux frontaliers

« A votre avis, faut-il limiter l'accès des frontaliers au marché du travail suisse ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

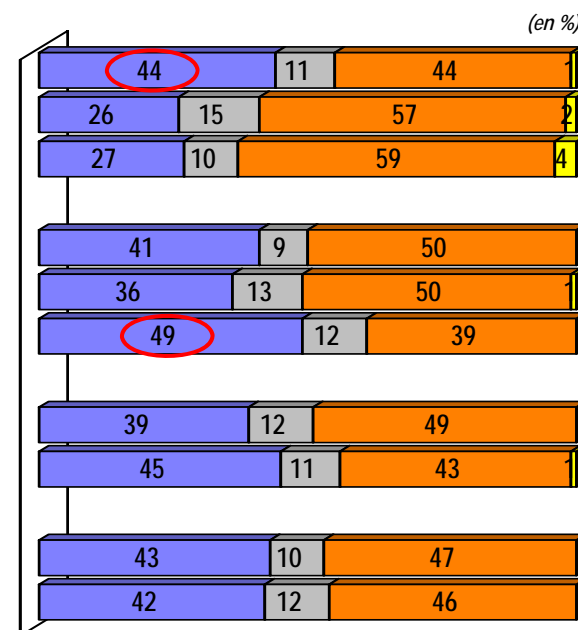


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée





Synthèse - Frontaliers ⁽¹⁾

- 23% des PME romandes se disent plus ou moins tributaires des frontaliers, dont 7% fortement tributaires. On se souviendra que ce taux atteignait 44% concernant la dépendance des PME romandes vis-à-vis de la main-d'œuvre provenant des pays de l'UE. Les PME romandes présentent ainsi une dépendance moins marquée aux frontaliers qu'aux ressortissants de l'UE.
- Cette dépendance augmente néanmoins également significativement en fonction de la taille de l'entreprise : en effet, si 5% des micro-entreprises se disent fortement tributaires des frontaliers, cette proportion passe à 16% parmi les petites et à 14% parmi les moyennes entreprises.
- A l'inverse, 62% des micro-entreprises ne ressentent aucune dépendance contre environ la moitié moins des petites et moyennes entreprises (respectivement 39% et 32%).
- Les PME genevoises présentent une dépendance nettement plus marquée que dans le reste de la Romandie.
- Sans réelle surprise, ce sont les PME qui emploient actuellement des frontaliers qui s'affirment aussi les plus dépendantes de cette main-d'œuvre.
- La corrélation peut également être établie entre les PME qui se sentent concernées par la libre circulation des personnes : en effet, plus les PME se sentent concernées par cette question, plus elle se disent tributaires des frontaliers et vice versa.

Synthèse - Frontaliers (2)

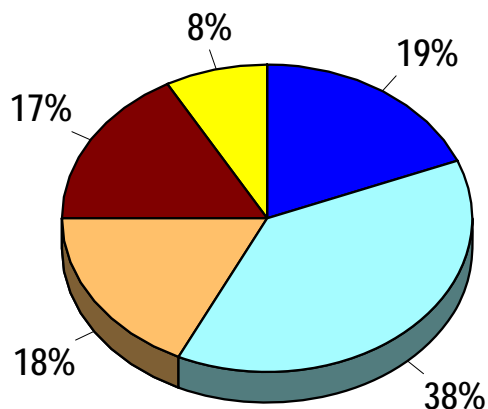
- Les opinions vis-à-vis des frontaliers restent globalement positives puisqu'on constate que 59% des répondants apprécient plus ou moins leur apport à l'économie de leur canton.
- Il n'en reste pas moins que près de 3 répondants sur 10 ne partagent guère cet avis et restent à convaincre.
- Les Genevois, les PME le plus concernées par cette question et, en corrélation, celles qui emploient des frontaliers se démarquent à nouveau des autres répondants par un avis plus positif.
- Bien qu'on soit majoritairement d'avis que les frontaliers soient bénéfiques pour l'économie, on reste partagé sur la question de limiter leur accès : en effet, 4 répondants sur 10 pensent qu'il s'agirait de limiter leur accès au marché du travail suisse et 1 sur 10 hésite.
- A l'opposé, 46% des PME romandes ne voient pas de nécessité à cette limitation.
- Sur cette question, les opinions sont proches selon les sous-groupes observés. Tout au plus peut-on voir une plus grande volonté de limiter l'accès des frontaliers au sein des micro-entreprises et hors des cantons de Genève et Vaud.

5. Prises de position politiques

5.1 Initiative « Stopper l'immigration massive »

« L'initiative populaire « Stopper l'immigration massive ! » vient d'être déposée. Elle vise, entre autres, à réintroduire des contingents à l'immigration et à donner aux Suisses la priorité sur les étrangers dans la recherche d'un emploi. Etes-vous... ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

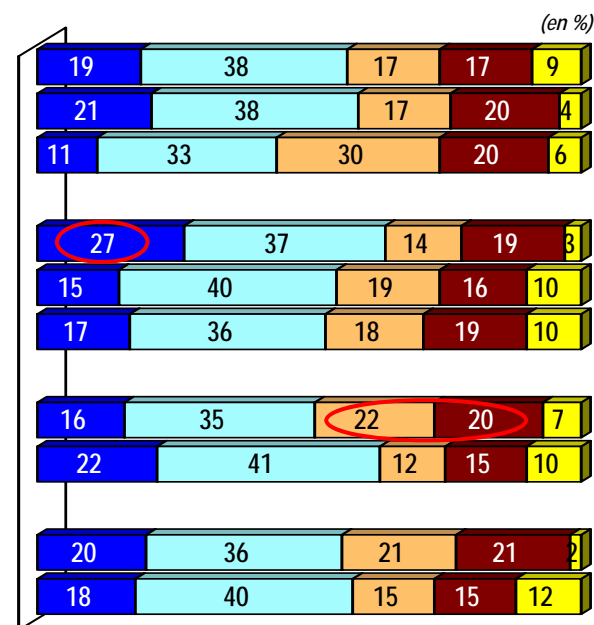


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée

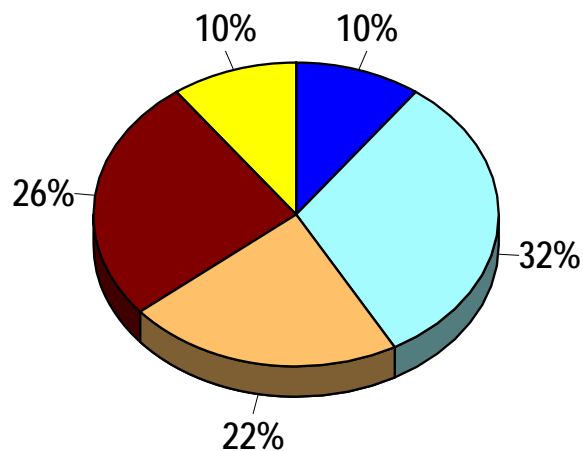


■ Entièrement d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
 ■ Pas d'accord du tout
 ■ Sans réponse

5.2 Élargissement de la libre circulation à la Croatie

« Etes-vous d'accord ou non avec l'élargissement de la libre circulation des personnes à la Croatie, sujet qui devrait passer en votation en 2014 ? Diriez-vous... ? »

(Base : 515 PME romandes de 5 à 249 salariés)

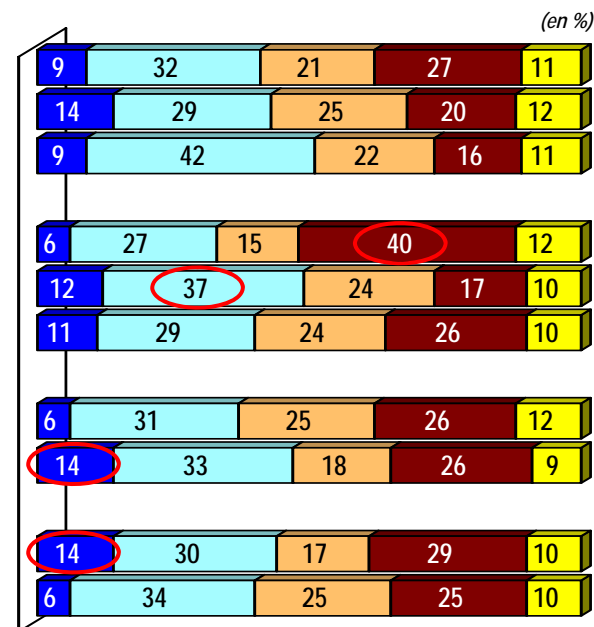


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée

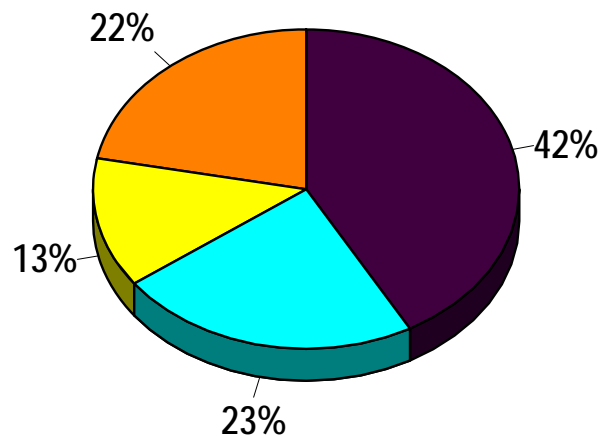


■ Entièrement d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
 ■ Pas d'accord du tout
 ■ Sans réponse

5.3 Initiative & élargissement de la libre circulation

Croisement des deux questions

(Base : 425 PME romandes de 5 à 249 salariés qui s'expriment sur les deux thèmes)

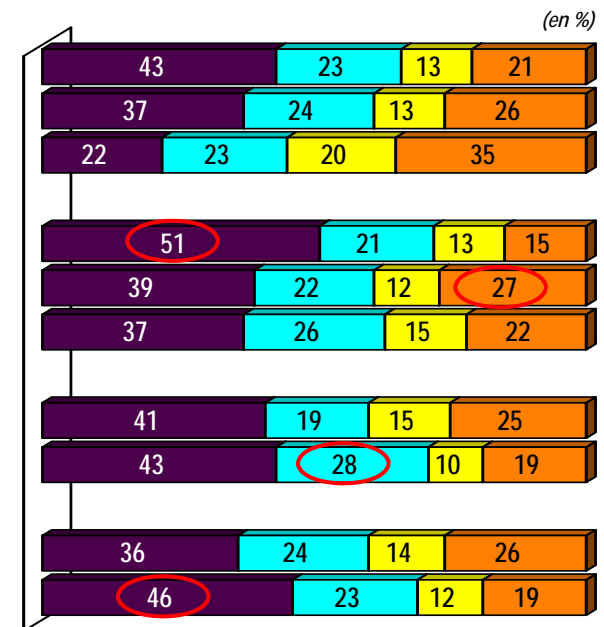


5 - 9 employés
10 - 49 employés
50 à 249 employés

Genève
Vaud
Reste SR

Frontaliers et / ou ressortissants UE
Ni frontalier, ni ressortissant UE

Très / plutôt concernée par libre circul.
Plutôt pas / pas du tout concernée



- D'accord avec l'initiative + pas d'accord avec l'élargissement à la Croatie
- D'accord avec l'initiative + d'accord avec l'élargissement à la Croatie
- Pas d'accord avec l'initiative + pas d'accord avec l'élargissement à la Croatie
- Pas d'accord avec l'initiative + d'accord avec l'élargissement à la Croatie

Synthèse - Prises de position politiques

- 57% des répondants adhèrent de manière plus ou moins marquée à l'initiative « Stopper l'immigration massive », plus particulièrement les Genevois, les PME qui n'occupent ni frontalier ni ressortissant de l'UE, voire encore les plus petites structures.
- Si l'on considère uniquement les avis extrêmes, soit les entièrement pour et les entièrement contre, on constate que ceux-ci représentent 36% des répondants. Deux tiers des répondants ont par conséquent des avis moins tranchés ou n'ont pas encore d'opinion en la matière.
- Dans un même ordre d'idée, 48% des répondants ne souhaitent pas l'élargissement de la libre circulation des personnes à la Croatie, là également plus particulièrement les PME sur sol genevois. Les opinions sont toutefois un peu plus polarisées sur cette question puisque 42% des répondants pensent tout de même le contraire.
- Si l'on ne considère là encore que les avis extrêmes, on constate que ceux-ci représentent également 36% des répondants.
- En croisant les deux questions, les avis vont clairement dans le sens d'un durcissement de la situation puisque 42% des répondants adhèrent à l'initiative et rejettent l'élargissement de la libre circulation alors qu'ils ne sont que 22% à souhaiter au contraire une plus grande ouverture à la fois en rejetant l'initiative et en adhérant à l'élargissement de la libre circulation à la Croatie.

6. Synthèse finale

Synthèse finale ⁽¹⁾

- Les PME romandes se sentent majoritairement concernées par la libre circulation des personnes. Il faut relever que plus de la moitié d'entre elles emploient en effet soit des frontaliers, soit des ressortissants de l'UE, et que bon nombre d'entre elles se disent tributaires de cette main-d'œuvre.
- Leurs opinions sur la situation actuelle sont majoritairement favorables puisqu'on souligne les incidences clairement positives de cette main-d'œuvre, tant pour les PME elles-mêmes que pour l'économie en général.
- Bien qu'on considère majoritairement que l'apport des frontaliers est bénéfique, on est toutefois nombreux à souhaiter qu'on limite leur accès au marché de travail suisse.
- En outre, les mesures d'accompagnement semblent efficaces pour lutter contre la sous-enchère salariale.

Synthèse finale ⁽²⁾

- Cette médaille semble toutefois avoir des revers puisqu'on est d'avis que la libre circulation a cependant des impacts non négligeables aujourd'hui sur divers aspects, tels que le trafic, le marché du logement, etc... les avis étant plus marqués dans l'Arc lémanique où la situation est sans doute plus saturée qu'ailleurs.
- En ce qui concerne l'avenir, les répondants sont plutôt partagés et prudents, voire même inquiets : on voit autant de chances que de risques dans cette libre circulation et on souhaite par conséquent un renforcement des mesures d'accompagnement par de nouvelles mesures complémentaires et on tend à adhérer aux propositions de restrictions à la libre circulation des personnes.

M.I.S
TREND

PME romandes & libre-circulation

*Enquête réalisée pour
l'Union suisse des arts et métiers (usam) à Berne*

Juin 2012